

Discours de François Hollande au Conseil national du 23 juin 2007 :

“Merci à tout le parti de s’être mobilisé pour les élections législatives. C’était un moment difficile. On connaît les enchaînements, les logiques. Il y avait de la déception, de la douleur, peut-être même du fatalisme. On voyait ce que l’abstention pouvait produire. Et pourtant, le Parti –dans toute sa diversité, dans ses profondeurs, avec ses responsables s’est mobilisé et a fait que non seulement nous avons tenu bon, mais fait davantage.

Je veux saluer les candidats : ceux qui ont gagné, ceux qui ont perdu. Remercier tous ceux qui se sont investis dans ces campagnes et qui permettent au Parti, au lendemain de ce cycle, d’être présent, d’être fort, même s’il n’a pas été victorieux.

Les socialistes viennent de subir deux défaites successives. Elles sont certes honorables, mais lourdes de conséquences.

La droite détient désormais tous les pouvoirs nationaux pour 5 ans. Et, si le Parti socialiste progresse en voix –on l’a vu pour le premier tour de l’élection présidentielle, et en sièges à l’Assemblée nationale –on le voit pour le second tour des élections législatives, il est renvoyé pour la seconde fois de suite dans l’opposition.

La droite va donc utiliser sa victoire jusqu’au bout pour mener, sans complexe, une politique de déconstruction :

- Déconstruction d’abord institutionnelle avec l’hyper présidence de Nicolas Sarkozy et la fin de la dualité de l’Exécutif. De fait, il n’y a plus de Premier ministre. Et s’il y a un gouvernement de Nicolas Sarkozy, je ne sais pas s’il y a encore des ministres. Il fait tout, décide de tout, commande tout, capte tout.
- Déconstruction sociale, ensuite, avec la mise en cause du droit du travail, de l’égal accès aux soins et, à terme, la protection sociale.
- Déconstruction fiscale, aussi, avec le paquet dit fiscal qui introduit finalement la fin de la progressivité de l’impôt.
- Déconstruction politique, enfin, avec le débauchage des personnes, jusqu’à celles qui mènent campagne entre les deux tours des élections législatives pour nous pour les ramener à lui, avec une aventure de confusion des mots qui perdent leur sens puisqu’ils sont utilisés par tous, avec une opération d’effacement des lignes, des clivages et une hyper personnalisation du pouvoir.

Nous avons devant nous, et il faut en prendre la mesure, un Président mobile, qui veut toujours être dans le mouvement, qui veut être lui-même le mouvement, décider des annonces, engager des surprises, comme pour mieux occulter ses échecs et ses impasses qui viennent. Il veut incarner l’audace, dit-il, et la nouveauté, comme pour mieux laisser entendre que ses adversaires, ses concurrents, c’est-à-dire nous-mêmes, seraient dans la défense du statu quo, de l’immobilisme ou, pire, de la pensée unique.

Face à un tel adversaire, à une telle entreprise, à une telle menace, et face à nos propres résultats, nous sommes donc confrontés à une double exigence :

- Celle d’être à présent dans une opposition ferme et utile. Et les sujets ne manquent pas : paquet fiscal, réforme des universités, et combien d’autres textes qui seront débattus rapidement dans l’été. Et cela vaut pour les 5 ans qui viennent.

- Celle d'engager une véritable rénovation de notre pensée, de notre stratégie, de nos méthodes. Certes, nous le disons toujours aussi bien après les défaites que les victoires. Certes, nous l'avons engagée pour une part, mais insuffisamment.

Tout doit partir d'une analyse : celle des résultats électoraux, celle de la défaite. Une analyse qui vaut mieux qu'un procès en responsabilité, mais qui ne doit rien occulter ou exonérer.

Partir d'abord de l'examen des faits, c'est-à-dire des votes du 6 mai.

Nous avons réussi, avec Ségolène Royal, à être largement majoritaires auprès des jeunes, des diplômés et de ce que l'on appelle les habitants des « quartiers ». C'est un résultat important et il n'allait pas de lui-même. En revanche, nous sommes minoritaires au sein de la France modeste, âgée, rurale et ouvrière. C'est beaucoup. C'était trop pour pouvoir espérer l'emporter. D'autant qu'une majorité de nos électeurs était davantage motivée par un refus que par une adhésion. À l'inverse du mouvement qui a porté Nicolas Sarkozy.

Ce qui explique l'ampleur de la participation au scrutin présidentiel, mais aussi d'une autre façon celle de l'abstention lors des élections législatives.

Ensuite, regardons l'état des forces politiques et idéologiques à l'occasion de ces scrutins.

Nicolas Sarkozy s'est appuyé sur un grand parti qui avait été construit, non pour lui, non pas par lui mais pour son prédécesseur, mais qu'il a transformé en machine personnelle au service d'une idéologie fondée d'abord sur l'exploitation du ressentiment à l'égard des « assistés », des fonctionnaires, des élites, des immigrés... Bref, des « profiteurs du système », tout en présentant un programme en faveur de la rente et du profit. Là est le paradoxe. C'est quand même un comble que le thème du travail ait été plus efficace chez les retraités, c'est-à-dire ceux qui ne travaillent pas que chez les ouvriers ! Et l'idéologie a été aussi fondée sur l'espérance d'une sortie individuelle de la crise sous la protection d'un Etat autoritaire. C'est ainsi que la droite a pu être entendue au-delà de sa propre sphère d'influence, et notamment auprès des catégories populaires. Il y a eu aussi jonction entre la droite et l'extrême droite sur les thèmes les plus sécuritaires, autoritaires, durs. Et, ce que l'on pensait être des provocations, voire même des erreurs se sont révélées des habiletés cyniques. Cette jonction peut être durable et nous interpelle forcément.

De notre côté, la gauche s'est présentée une nouvelle fois en désordre : 7 candidatures de gauche et d'extrême gauche. Même si nous avons pu créer un pôle avec le PRG et le MRC. Nous n'avons pas, dans cette campagne présidentielle, d'alliés établis et consentants... Notre unité elle-même a été mise à l'épreuve, disons-le, par des exercices de démocratie interne qui ont pu faire notre fierté (référendum, congrès, primaire) qui laissent des traces, ne favorisant pas le travail collectif et la clarté des choix.

Quant à nos propositions, elles touchaient de larges domaines de la vie des Français. Je les considère comme justes, bonnes. Mais elles pouvaient apparaître, et c'est ce qui s'est produit, dépourvues de ligne cohérente, dès lors que l'on ne les affirmait pas, justement, dans une vision globale. Et, alors que les thèmes de cette campagne étaient largement économiques et sociaux, nous, collectivement, n'avons pas su les utiliser en notre faveur alors que nous avons les réponses, imputer à nos adversaires leur propre bilan et exploiter à notre avantage le thème du changement.

Enfin, les élections législatives qui ont suivi ont montré notre efficacité indéniable sur la dénonciation des projets fiscaux de la droite, sur la protection des Français, mais pas

suffisamment – et au-delà même de la logique du calendrier- pour lever une espérance de victoire.

Je considère donc qu'il faut tirer toutes les conclusions de la séquence et j'assume pour ma part toutes mes responsabilités et les choix que j'ai eu à faire, à chaque étape, depuis 2002.

Dans bien des domaines, le Parti socialiste a progressé, mais il n'a pas gagné au moment où il était le plus attendu. J'en prends donc ma part. Ce n'est pas l'insuffisance de débats qui nous a handicapé, pas davantage le manque de votes militants qui nous a gêné –il y en a eu beaucoup, mais le fait que toutes nos procédures, tous nos débats ont porté sur les personnes, sur les enjeux de pouvoir –et c'est bien légitime dans une organisation politique- que sur le terrain des seules idées. D'où le défaut d'une confrontation assumée qu'il faut avoir et d'un travail collectif respecté.

C'est pourquoi, l'échec que nous venons de subir nous concerne tous, à des niveaux différents, j'en conviens. Chacun doit avoir la lucidité de tout regarder : ce qui fait notre force, car elle est grande : notre capacité à vivre ensemble malgré tout, à lancer des idées, à porter des affirmations, à être au rendez-vous même encore insuffisamment de la parité, du renouvellement et très loin pour la diversité. Nous avons aussi à notre avantage ce que nous faisons dans nos collectivités locales (régions, départements et communes). Nous sommes souvent à l'initiative, à l'avant-garde. Nous sommes aussi en confiance avec la génération montante. Mais, en même temps, nous n'avons sans doute pas tout bien fait, puisque nous en sommes là.

Cette lucidité pourrait nous conduire à envisager plusieurs réponses. La première –la plus simple- pourrait être d'organiser, dès l'automne, un Congrès remettant tout à plat : la direction, l'orientation et la stratégie. Cette formule aurait l'avantage de la rapidité, de la visibilité –même si tout n'est pas forcément bon à voir, mais...

Je ne la crois pas aujourd'hui être la bonne réponse à ce stade. Car, Congrès il y aura. Pas simplement parce qu'il y a des élections municipales en Mars 2008 et qu'il faut être prudents pour ne pas handicaper nos chances qui sont sérieuses, quand on voit la liste de nos victoires dans telle ou telle circonscription. On peut effectivement partir confiants, là où nous sommes déjà, c'est impressionnant, et là où nous sommes en espérance. Mais, ce n'est pas le seul argument, même si ce ne serait pas la meilleure façon de nous mettre en mouvement pour la désignation de nos candidat(es), l'élaboration de nos projets municipaux ou départementaux et d'avoir la dynamique nécessaire. C'est surtout, et c'est cet argument que je retiens, parce qu'en reprenant les formes habituelles que je connais bien pour régler des questions légitimes d'ailleurs de personnes, de direction, nous ne serions pas au rendez-vous de cette exigence sur les idées, le contenu et sur la rénovation.

C'est pourquoi, je vous propose une autre démarche. Elle est finalement plus exigeante encore, car elle appelle non plus des incantations –toujours commodes- ou des changements –toujours faciles- ou des votes que nous pouvons organiser à satiété, mais un travail de courage et de vérité.

Le courage de comprendre et d'appréhender les problèmes tels qu'ils sont à l'échelle du monde, de l'Europe –y compris avec ce qui s'est passé cette nuit et qui traduit une Europe à minima et l'abandon d'un grand projet collectif, même s'il faut sans doute sortir l'Europe de son impasse et de son marasme et nous aurons à y revenir sans rien occulter, là aussi, de ce qui serait notre responsabilité. Et il faut aussi appréhender les problèmes du pays tels qu'ils sont. Y compris les problèmes qui nous appellent à faire des choix difficiles.

Il faut aussi le faire en vérité : c'est-à-dire savoir, sur les thèmes essentiels, les propositions essentielles, ce qui nous rassemble –et pour beaucoup, nous nous retrouvons dans les réponses à faire- et ce qui nous distingue, ce qui nous sépare sur des options. Il faut donc maintenant aller beaucoup plus loin dans la mise au clair de ces options.

Voilà pourquoi, il faut commencer ce processus dès à présent, là, au mois de septembre et de le clore, bien sûr, par des conventions et, le moment venu, avec le Congrès.

Je vois 3 objectifs :

- Il nous faut d'abord aller le plus loin possible dans la redéfinition de nos orientations, et ouvrir tous les choix possibles sur les questions les plus décisives pour les Français (emploi, pouvoir d'achat, retraites, sécurité...).
- Il nous faut ensuite rénover nos procédures et revoir notre organisation, et faire en sorte que notre démocratie et notre liberté de parole qui sont nos biens les plus précieux puissent non pas nous abîmer, mais nous enrichir collectivement. Nous devons améliorer nos règles de délibération pour donner de la force à ce que nous représentons, à notre vision de la société et à nos positions communes.
- Il nous faut enfin tracer les nouvelles frontières de la gauche capables de construire un rassemblement majoritaire.

Ce processus doit impliquer directement les militants et permettre des décisions acceptées à l'occasion de notre prochain Congrès, en tranchant sereinement sur les options.

Sur le calendrier

Dès l'université d'Été de La Rochelle, le 31 Août 2007, nous ouvrirons la phase du diagnostic.

Ensuite, à partir du mois de septembre, trois forums seront ouverts sur :

- Le socialisme dans la mondialisation : Cette question nous est posée. Nous y avons d'ailleurs répondu ; quand j'entends qu'il faudrait que nous fassions notre aggiornamento sur le marché ! Cela a été fait depuis longtemps, et sans doute depuis le début des années 80. Mais, en même temps, la mondialisation change de visage ; son intensité est plus grande encore ! Les menaces qui pèsent sur nous sont plus fortes. Dès lors, voyons comment produire davantage de richesses et d'emplois dans ce contexte, quelle politique économique nous pouvons mener pour renforcer la compétitivité et la croissance, quel rôle nous assignons à l'État, quelles places pour l'impôt et la redistribution –je suis frappé d'ailleurs de voir combien la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy et, encore aujourd'hui son action, est fondée essentiellement sur une stratégie fiscale. Il nous en faut une aussi et je suis prêt à en débattre autant qu'il le faudra. Et aussi socialisme dans la mondialisation pour savoir quelle place nous accordons à l'impératif écologique et au rôle de l'Europe.
- L'avenir de la solidarité dans une société plus individualisée, un monde du travail plus fragmenté qui subit, hélas, les mêmes conditions de précarité, et une espérance de vie plus longue pour la population. Dès lors, il faut répondre aux questions des nouvelles relations du travail, de la protection sociale, des solidarités urbaines et de l'aménagement du territoire.

- La citoyenneté dans la Nation : Comment assurer la reconnaissance, la promotion pour chacun dans les valeurs collectives ? Comment lutter contre les discriminations autrement que par le verbe ? Comment assurer la sécurité sans craindre de faire les réponses appropriées, le respect des règles et l'autorité de l'Etat ? Et quelle politique d'immigration ?

Voilà ce que je propose pour le débat de fond.

Ensuite, il y a tout ce qui a trait à nos procédures, notre organisation. Une Commission de la Renovation sera mise en place pour aller, là aussi, jusqu'au bout de toutes les propositions. Et, nous ferons en sorte que, dans cette recherche, nous portions les objectifs de parité, de diversité et de renouvellement.

Enfin, des Assises de la Gauche seront lancées au terme de notre processus avec les formations politiques et les acteurs du mouvement social qui veulent réfléchir avec nous à la structure capable de nous faire travailler ensemble sur la législature, en coordonnant notre opposition à la politique de la droite et en préparant les échéances électorales.

Sur la méthode

La réflexion sera menée de manière ouverte et participative. Ouverte : je suis pour que nous discutons, à partir du travail qui sera lancé par nos propres responsables qui incarneront le renouvellement et l'expérience, avec toutes les forces : intellectuels, syndicats, associations et les socialistes européens. Il faut chercher des réponses par des remises en cause fortes et aller jusqu'au bout des propositions largement nouvelles.

Participative, parce qu'il faudra associer, à toutes les étapes, les adhérents du Parti et en accueillir de nouveaux. C'est notre rôle d'être une grande formation politique. Nos travaux seront conclus par des Conventions qui acteront toutes les convergences possibles et marqueront les choix alternatifs.

Sur le Congrès ordinaire du Parti

Il se tiendra donc au terme de ce processus, au lendemain des Municipales. Il aura à définir, comme tous les congrès ordinaires, la ligne, la stratégie et le leadership. Mais il sera extraordinaire d'un certain point de vue, car il reprendra toutes les conclusions de nos débats.

Voilà ce que je veux proposer au Conseil national : un processus, des objectifs, un calendrier, une méthode.

D'ici là, nous avons à désigner nos candidates et candidats pour les élections municipales, cantonales et sénatoriales. Une Convention nationale ratifiera à la mi-décembre 2007 les choix des militants et adoptera le projet des socialistes pour ces élections-là.

Nous sommes devant une obligation : celle de changer. Changer de logiciel, peut-être. Changer de logique, sûrement. Mettre les idées avant les personnes. Eviter les surenchères et les faux consensus. Bref, « choisir », mais en préservant l'unité des socialistes. C'est une garantie pour la suite de notre vie commune. Préserver l'unité des socialistes n'est jamais facile. Je vous demande, et je le fais fraternellement, parce que nous ne sommes pas simplement garants de notre propre mode de vie, de nos propres intérêts collectifs ou personnels ; nous sommes garants d'une espérance qui va au-delà de nous. Et quand les gens nous regardent, ils ne nous regardent pas simplement comme une organisation politique, mais comme la formation politique qui peut, demain, non

seulement les représenter dans l'opposition d'aujourd'hui, mais aussi leur permettre d'avoir un changement à l'échelle du pays.

Le premier changement commence surtout par un nouvel état d'esprit. Avant toute chose, nous devons nous respecter, respecter les personnes, respecter le Parti et ses décisions, respecter les militants, ses hommes et ses femmes dévoués, qui localement, là où la gauche est forte mais aussi là où la situation politique est plus difficile pour nous, portent nos idées, nos espoirs et les convictions qui nous animent.

Il n'y aura pas demain de victoire possible sans un grand Parti socialiste. Il doit s'ouvrir largement. Il doit porter des valeurs, des propositions susceptibles de structurer le débat et faire pleinement de la politique. C'est-à-dire de l'idéologie.

Nous affrontons une droite qui se revendique décomplexée et dont le Chef –encore hier, dans la nuit, annonçait un accord européen comme si c'était lui qui l'avait pris, arraché, obtenu, comme sa victoire- utilisera tous les moyens pour brouiller les pistes, confondre les enjeux, déstructurer la politique.

En face, la gauche doit mettre de la clarté : dans les idées, les enjeux et les pratiques.

Nous devons donc ouvrir un nouveau cycle. Il commence aujourd'hui. Ce n'est pas un calendrier que je vous propose, c'est un processus qui s'engage et dont le contenu permettra d'être au rendez-vous de 2012.

Nous sommes forcément, après des défaites mais aussi des rebonds, conscients de nos responsabilités, de nos enjeux. Nous avons tous nos préférences, nos sensibilités, nos attachements.

Je vous demande aujourd'hui de ne regarder que l'intérêt général. Pas l'intérêt seulement du Parti socialiste, mais l'intérêt général du pays qui appelle non pas simplement une opposition forte, mais la mise en œuvre d'une stratégie d'alternative.

C'est cette démarche-là que je vous demande d'adopter."